

Sur l'énergie, des débats électriques

FORUM DES 100 Comment assurer l'indépendance énergétique de la Suisse? En recourant au nucléaire et aux renouvelables, répondent des participants à l'événement. L'accord sur l'électricité avec l'UE est jugé nécessaire, mais la libéralisation du marché ne fait pas l'unanimité

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

C'est un des dossiers au cœur des bilatérales III: l'accord entre la Suisse et l'Union européenne sur l'électricité. Un texte qui, selon les autorités fédérales, doit «contribuer à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en électricité et la stabilité du réseau». Celui-ci fait déjà l'objet d'un vif débat, qui s'est invité à la table ronde consacrée à l'indépendance de la Suisse sur le plan énergétique lors du Forum des 100 organisé par *Le Temps* hier à l'EPFL.

Une discussion qui réunissait François Fellay, directeur du gestionnaire du réseau de distribution Romande Energie, Amédée Murisier, directeur pour la Suisse de l'énergéticien Alpiq, et Franklin Servan-Schreiber, cofondateur et directeur de Transmutex, start-up genevoise qui planche sur une technologie nucléaire générant moins de déchets. Pour les participants, la nécessité de cet accord sur le plan technique ne soulève pas trop de questions.

«Pas si, mais comment»

«La Suisse est un nœud au sein de l'Europe électrique. L'accord ne définit pas si nous sommes interconnectés, mais comment nous le sommes», rappelle d'emblée Amédée Murisier. Concrètement, la Suisse est reliée au réseau interconnecté européen par 41 lignes transfrontalières, permettant notamment de gérer les situations de pénurie ou de surproduction. «Les producteurs suisses ont besoin d'accéder au marché européen, affirme pour sa part François Fellay. Swissgrid, qui gère le réseau électrique, doit pouvoir intégrer des plateformes de coopération. C'est absolument indispensable, parce que Swissgrid doit de plus en plus assurer cette gestion avec des œillères.»

Enjeu est d'assurer une meilleure visibilité de l'état de la production à l'échelle européenne



Vue du barrage du lac d'Emosson, en Valais. (FINHAUT, 18 SEPTEMBRE 2025/JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

pour garantir la stabilité du réseau en Suisse. Un point d'autant plus important que la production croissante d'énergie solaire et éolienne rend cette gestion de plus en plus complexe. C'est donc sur une des exigences de Bruxelles que le désaccord émerge: la libéralisation du marché, soit la fin du monopole des gestionnaires de réseaux de distribution locaux.

Tout en se défendant de vouloir conserver ce monopole, François Fellay souligne que pour obtenir une adhésion populaire à ce texte, il faut pouvoir démontrer un

avantage aux clients finaux qui sont aussi les citoyens amenés à se prononcer. «On affirme que la libéralisation va entraîner une baisse des coûts, c'est faux», affirme le directeur de Romande Energie. Pour Amédée Murisier, cette ouverture du marché devrait permettre d'apporter du mouvement à l'instar de ce qui s'est passé dans les télécommunications.

Ces derniers jours, plusieurs syndicats ont fait part de leur opposition ou émis des réserves sur cet accord. Pour l'Union syndicale suisse, qui s'y oppose, l'accord

mettrait fin à l'approvisionnement de base et au service public. Travail. Suisse conditionne son soutien à des mesures de protection plus strictes du personnel, tout en reconnaissant l'importance de l'accord. L'organisation estime également que le maintien d'un approvisionnement de base avec des prix régulés, une mesure proposée par le Conseil fédéral, reste une nécessité.

Derrière ce débat sur l'intégration de la Suisse au marché européen de l'électricité, une autre grande question se pose: quel mix

énergétique pour garantir une souveraineté? Les besoins ne cessent de croître et les développements des intelligences artificielles génératives les font exploser. D'un autre côté, les objectifs de décarbonation fixés par la Confédération posent la question de l'intégration des énergies renouvelables au réseau.

Un changement de paradigme sur le nucléaire

«Nous avons trois options: continuer comme aujourd'hui, la fleur au fusil, et importer 70% de notre énergie; prendre les choses

au sérieux et vouloir un peu de souveraineté, ce qui passe par une augmentation du nucléaire et des renouvelables; ou, si nous voulons vraiment décarboner, il faut quintupler la part du nucléaire», affirme Franklin Servan-Schreiber.

Le mois dernier, le Conseil fédéral s'est positionné pour une levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. Un revirement à la suite de l'initiative adoptée en 2017 sur l'arrêt progressif de l'exploitation de cette source d'énergie.

«La Suisse est un nœud au sein de l'Europe électrique»

AMÉDÉE MURISIER, DIRECTEUR POUR LA SUISSE DE L'ÉNERGÉTIQUE ALPIQ

«Si nous voulons décarboner, il faut plus d'électricité. Il faudrait doubler sa part dans le mix énergétique», affirme François Fellay. En 2024, un bon quart de l'énergie consommée en Suisse l'a été sous forme d'électricité.

Tout en défendant la nécessité de poursuivre le développement des énergies renouvelables et du réseau pour les accueillir, le directeur de Romande Energie estime «que d'autres solutions que le nucléaire se dessinent très difficilement». Il relève toutefois qu'outre les investissements dans la production, les efforts doivent également se porter sur une consommation plus raisonnée.

Signe d'un changement d'opinion sur le sujet du nucléaire, l'Association des entreprises énergétiques suisses (AES) publiait en juin un sondage montrant que 56% des Suisses étaient favorables à la planification de nouvelles centrales atomiques. ■